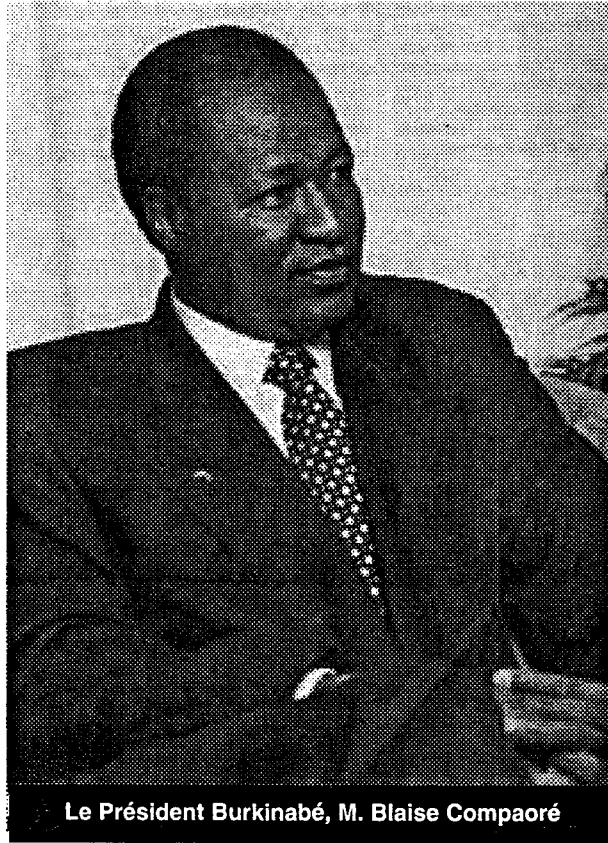


LE RÉGIME COMPAORÉ confronté à sa presse et sa classe politique



Le Président Burkinabé, M. Blaise Compaoré

C

OMME UN MALHEUR NE VIENT JAMAIS SEUL, LE RÉGIME DE BLAISE COMPAORÉ, NON CONTENT D'ÊTRE ACCUSÉ PAR LA MAURITANIE D'ABRITER LES PUTSCHISTES DU 8 JUIN 2003, EST À PRÉSENT CONFRONTÉ À SA PRESSE ET SA CLASSE POLITIQUE À L'ESPRIT DESQUELS REVIENT LE "MERCENARIAT D'ÉTAT DE LEURS DIRIGEANTS".

suite en page 3

Implication du Burkina dans la déstabilisation de la Mauritanie :

Le régime Compaoré confronté à sa presse et sa classe politique

Le ton de cette réaction intérieure burkinabé -curieusement beaucoup plus virulente d'une partie de notre classe politique- a été donné par nombre de personnalités de la société civile dont Zoundwéogo et le Docteur Bidima Pierre Président du Mouvement pour la Paix qui croit au bien fondé des accusations mauritaniennes, doute de l'innocence du régime de Compaoré et exige l'ouverture d'une enquête indépendante par les Nations Unies, afin que toute la lumière soit faite autour de cette affaire. Mais au delà de la réaction de la classe politique burkinabé les révélations de la presse burkinabé sont autant édifiantes, les putschistes mauritaniens avaient bien été pistés à Somgandé (quartier de Ouaga), ce pistage œuvre d'un leader de parti d'opposition, selon les services de sécurité burkinabé, a entraîné une purge au sein de la sécurité présidentielle burkinabé, confirmant ainsi les thèses des autorités mauritaniennes de l'implication cette même sécurité présidentielle dans l'encadrement des putschistes en fuite.

Peu de Burkinabés s'étonnent

C'est ce que révèle l'Hebdomadaire San Finna dans sa livraison N° 276 du 6 au 12 septembre 2004 qui écrit que les dénégations des autorités burkinabé, par les voix des Ministres en charge de la Sécurité et des Affaires étrangères, loin d'aider à établir la vérité, n'ont fait qu'ajouter au malaise déjà existant.

Par exemple, si le régime burkinabé prétend avoir saisi l'Union Africaine pour exiger une enquête, celle-ci vient de faire savoir, que mis à part la Libye, co-accusée dans l'affaire, elle n'avait à ce jour aucune connaissance d'une saisie de l'institution de la part des autorités burkinabé. Si l'affaire fait de plus en plus de raffut au plan international, au niveau interne, révèle le journal, peu de Burkinabés s'en étonnent, habitués qu'ils sont depuis le Liberia, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire... au "mercénariat d'Etat" de leurs dirigeants.

Prenant à cœur le sujet le long de ses pages, le journal burkinabé fera d'autres révélations non moins intéressantes dans sa rubrique "Cocktail Flash". On y apprend ainsi, qu'un remue-ménage au sein de l'armée a été opéré après l'éclatement de cette affaire et qu'il y aurait eu une véritable purge au niveau du Régiment de la Sécurité Présidentielle (RSP)". Sachant que c'est cette sécurité présidentielle qui a escorté, selon la Mauritanie, les putschistes pour leur nouvelle résidence, l'on est tenté de se demander si ceci n'explique pas cela.

Dans un autre élément de cette rubrique, le journal écrit que les services de sécurité burkinabé auraient donné l'assurance aux autorités que si "le pot aux roses" des réfugiés mauritaniens a été découvert, ce serait par le fait du patron d'un parti politique qui aurait mis en place un réseau de pистeurs très efficace. Et qu'il a personnellement cherché à identifier les refuges des exilés mauritaniens notamment à Somgandé.

Et l'hebdomadaire San Finna de poursuivre qu'au moment où l'affaire des réfugiés mauritaniens continue à faire du bruit, que le gouvernement mauritanien poursuit sa ronde de dénégations diplomatiques : Lomé, Niamey, Abidjan, Bamako, Conakry, Accra et que les autorités burkinabé s'époumonent vainement à nier, l'opinion burkinabé commence elle, à bouger.

C'est le cas de certains partis politiques comme l'UNDD, du Mouvement de la Paix..

Ainsi, le Président de l'UNDD, a réitéré sa condamnation du soutien aux rébellions et aux immixtions dans les affaires intérieures des pays étrangers. Il a rappelé les termes de sa Déclaration en date du 1er septembre 2003 suite à l'arrestation de Ibrahim Coulibaly dit "IB" un des leaders de la rébellion ivoirienne dans laquelle il interpellait le pouvoir burkinabé sur l'impérieuse nécessité d'appliquer dorénavant la politique de tolérance Zéro à l'encontre de tout rebelle, tout putschistes en cavale à la recherche de zones de repli.

"L'Union Africaine est influençable et Ligue Arabe partisane"

Au sein de la classe politique Burkinabé, on ne cache plus son embarras de voir l'image de son pays ternie à nouveau, par le régime de Blaise Compaoré. Ainsi, le Mouvement de la Paix/Burkina que dirige le Docteur Bidima Pierre a, dans une déclaration qu'il a rendu publique le 3 septembre affirmé : "le régime du Président Blaise Compaoré vient une fois encore, d'être accusé d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays de l'Union Africaine. Après la série d'incriminations formulées dans les conflits angolais, libérien, sierra léonais, guinéen, ivoirien. Désormais, ce sont les pays des 3 grandes zones politico-économiques du continent à savoir le MAGHREB, la CEDEAO et la CEDEAC qui accusent le Burkina Faso de vouloir déstabiliser leur régime respectif. Ces accusations récurrentes, ternissent l'image de notre pays et rendent la sécurité de nos compatriotes très précaire, aléatoire et dangereuse dans ces pays accusateurs. Le Mouvement de la Paix constate avec amertume que la répétition de ces graves accusations ne fait pas apparaître au plan international une volonté claire d'éclaircissement alors que ce genre de choses compromet la sécurité de la sous-région et même du continent, et contribue, à ternir l'image de notre chère Patrie. La Communauté internationale notamment les Nations Unies devraient éviter de jouer perpétuellement le rôle de sapeur pompier ou du médecin après la mort en prenant ses responsabilités à temps. En effet, il n'y aura pas de Paix véritable dans la sous-région, confrontée depuis plus d'une décennie à des guerres civiles et inter-Etats déclarées ou non, tant que le silence de la Communauté internationale couvrira de telles accusations car ceux qui s'en estiment les victimes rechercheront les moyens de se faire justice par eux-mêmes, invoquant la légitime défense, la nécessité de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale. Le Mouvement de la Paix,

qui lutte contre les guerres et qui œuvre à les prévenir, estime qu'il est indispensable et urgent que la lumière soit faite sur les graves accusations qui pèsent sur notre pays, le Burkina Faso. L'Union Africaine est une institution encore jeune, économiquement faible, politiquement influençable, traversée par des guerres internes et fratricides (environ 1/3 de ses membres), elle ne saurait dans ces conditions conduire une enquête indépendante et objective dans ces genres d'accusations. La Ligue Arabe est suffisamment partisane ; elle est donc disqualifiée aussi pour ces genres d'enquêtes. Seule l'ONU peut mener une enquête indépendante et objective sur ces multiples et graves accusations qui pèsent sur notre pays. C'est pourquoi, le Mouvement de la Paix exhorte les Nations Unies à diligenter une enquête indépendante au plus tôt, sur les graves accusations qui accablent le régime du Président Blaise Compaoré. Le Mouvement de la Paix demande aux autorités burkinabé de prouver leur innocence en demandant elles-mêmes la création d'une Commission d'enquête internationale des Nations Unies sur ces accusations. Au plan interne, le Mouvement de la Paix est disposé à s'associer à toute association ou organisation non gouvernementale (ONG) nationale ou internationale pour apporter son concours à une enquête indépendante seule à même d'apaiser l'énervement (à juste titre) des Burkinabé qui ne savent plus à quel saint se vouer." "L'énervement des burkinabés" souligné par le président du Mouvement pour la paix transparait clairement à travers les déclarations émanant de la société civile du pays des hommes intègres, qui n'ont apparemment pas l'intention de se faire embarquer dans le mercénariat d'Etat du régime Compaoré. Un régime qui peut bien prêter oreille attentive à son opinion comme il pourra poursuivre son action destabilisatrice et ses démentis catégoriques, qui comme nous l'avons vu n'ont guère convaincus tout autant les mauritaniens que les burkinabés.

MOHAMED OULD KHATTAT